

**0277**

K0139820

**0277**

**RTL M N° 3**

**OCT. 93 - 26/10/1993**

**KINYARWANDA**

**FACE A****0.0 min****Vide****1.0 min**

**MBILIZI** : ... vingt et un courant, des institutions démocratiquement élues en juin 1993 ; constatant le génocide que sont en train d'opérer les tribalo-sanguinaires usurpateurs du pouvoir, vu que les ruptures des relations diplomatiques, l'annulation des accords de tous genres tant bilatéraux que multilatéraux, que les embargos économiques ne peuvent nullement arrêter immédiatement les massacres des populations innocentes sans défense, constatant que le peuple burundais n'a d'autres saluts que l'intervention militaire, convaincu que le principe d'ingérence humanitaire internationalement reconnu sa... son... sauverait notre pays de l'hécatombe, convaincu que le cas du Burundi constitue un précédent dangereux pour l'avènement et l'instauration de la démocratie dans tous les pays en voie de développement. si des mesures énergiques et urgentes ne sont pas prises à l'encontre des putschistes, la section Kigali du parti SAHWANYA FRODEBU demande à la communauté internationale, aux pays voisins du Burundi en particulier et au Conseil de sécurité de voler au secours de la population burundaise en train d'être massacrée.

Elle souhaite précisément que :

1) Les pays limitrophes du Burundi et d'autres pays amis interviennent militairement contre l'armée monoéthnique burundaise.

**1.3 min**

2) Ces mêmes pays aident à la constitution d'une armée réellement nationale et à la confiance de la population. Elle invite le gouvernement burundais à œuvrer dans ce sens.

C'est fait à Kigali ce mardi 26 octobre 1993.

Le comité de coordination de la section SAHWANYA FRODEBU.

Ngowenubusa Nicodème et  
Ntindekure Pascal

Les représentants des étudiants de la faculté de Droit déplacés de guerre portent à la connaissance des étudiants dont les noms sont repris ci-après qu'il est prévu une réunion qui les rassemblera à la faculté de droit le 27 octobre 1993 à 17h 30. Il s'agit de :

- Uwamariya Consolée
- Nsengiyumva Straton
- Bigango Maurice
- Dusabe Émilien
- Munderere Jean Damascène
- Zaruduhaye Joseph
- Uwineza Odette
- Manirarora Jean Bosco
- Mukaziya Théodosie
- Mukarugwiza Dinavela
- Umurungi Providence
- Munyeshuri Prudence
- Uwumuremyi Laurent
- Mukanoheri Adèle
- Mukamajoro Agnès
- Hamana Vincent
- Uwintore Nophelme
- Habiyambere Dominique
- Nikuze Marie
- Ufiteyezu Anaclet
- et Muhayimana Téléspore

### **2.8 min**

Voilà les deux communiqués qui...dont nous disposons ... ein depuis que nous sommes là ; Bien sûr que vous aurez lecture d'autres communiqués en kinyarwanda. Il est 18h et 21 minutes à Kigali. Ntezimana Jean est là pour vous proposer de la très très bonne musique, de la musique qui va vous mettre en condition. Restez branchés à l'écoute de notre radio car nous avons un programme très très alléchant.

...Et vous l'entendrez dans quelques minutes, et les dernières informations que nous vous avons fait parvenir dans l'avant-midi faisaient état de ce que me disait un correspondant de Cyanguu qui nous a dit qu'en province de Cibitoke c'est-à-dire la province de Cibitoke était actuellement ein.. occupée par des militaires tutsi burundais et très prochainement ils seraient, ils seraient le ratissage,... ils feraient le ratissage des Hutus.

Banzi,... Banzisi Banziriki Joseph qu'il s'appelle, il est agent à la PAF il a pris fuite vers le Rwanda. Et dans le reste du pays, nous parlons du Burundi; les massacres continuent et le 24 octobre 1993, c'était avant hier - Ein ! à l'école normale de Kirindi en Province de Gitega on a tué 70 élèves.

### **4.8 min**

Nous aurons beaucoup plus de confirmations grâce à l'interview que nous a accordée le Ministre de la Justice et des gardes et garde des sceaux du Gouvernement légal du Burundi qui

est actuellement l'un des représentants du Gouvernement en exil. Ce sera donc chose faite dans quelques minutes.

**(musique)**

Il est 18h 46 minutes à Kigali. Un auditeur venait de téléphoner, il posait la question de savoir... mais dis donc le Ministre de la Justice du Burundi est devenu le représentant du Gouvernement légal ? ein ! du du Burundi ? Du gouvernement légal en exil ? Ah ! non, c'est juste une précision que je voudrais porter à votre connaissance. J'ai parlé de l'un des représentants du Gouvernement légal en exil c.-à-d. un de ceux qui représentent en fait le Gouvernement légal en exil. Je n'ai pas parlé du chef du Gouvernement, eh ! légal en exil. Oui, je disais donc que le Ministre de la justice du Gouvernement légal en exil nous a accordé une interview et il a répondu à bon nombre de questions que vous vous posez sûrement, amis à l'écoute de la Radio Télévision Libre des Mille Collines. Les massacres, des précisions sur ce qui doit être fait pour que cela ne se répète plus, pour sécuriser la population, pour sécuriser le gouvernement lui-même, pour la réinstauration de la démocratie totale Ein ! Et caeteri et caetera.

Écoutez le Ministre de la Justice.

**DUWIHA BAKANA FULGENCE** :Hen ! Merci mon cher ami journaliste.

Duwiha Bakana Fulgence, Ministre de la Justice et garde des sceaux du Gouvernement du Burundi mis sur pied le 10 juillet 1993. Brièvement c'est cela ; je suis au Rwanda depuis pratiquement hier via le Zaïre, pays où je me suis retrouvé le vendredi exactement à 16h 30 lorsque je prenais la fuite.

**7.3 min**

**MBILIZI** : La première question que je vais vous poser est celle de savoir après tout ce qui vient de se passer au Burundi, qu'est ce que vous attendez de la communauté internationale ?

**DUWIHA** : de la Communauté internationale, nous attendons beaucoup de choses. De façon urgente, mais aussi je dirais à court terme ou à titre de mesures durables. Sur le plan de mesures d'urgence, comme vous le savez, que le gouvernement légal que c'est celui-là qui est accepté par la communauté internationale ; que c'est celui-là qui est légitime pour le peuple burundais et qu'aujourd'hui l'armée qui est désavouée par la population, l'armée qui aujourd'hui se présente comme une horde de bandits armés, qui massacre les populations civiles, qui a bouleversé le fonctionnement des institutions mises sur pied démocratiquement ; Aujourd'hui, on aimerait que la communauté internationale puisse mettre sur pied de façon urgente des mécanismes permettant à ce gouvernement légal de fonctionner. Fonctionner c'est-à-dire que son pouvoir soit effectif de telle manière que des forces soient déployées au Burundi pour sauvegarder la sécurité des membres de ce gouvernement légal. Pour aussi dissuader ces militaires, ces gendarmes, ces forces, ce serait corps de police de pouvoir regagner les casernes pour ne pas continuer à perpétrer les exactions. Eh, jusqu'aujourd'hui, parce que nous apprenons que dans certaines provinces du pays, parce que vous savez, quoi

qu'on ait établi la communication téléphonique sur le plan international, aujourd'hui on ne peut pas téléphoner à l'intérieur à partir de Bujumbura.

### 10.1 min

C'est une situation voulue pour qu'effectivement ces militaires opèrent calmement tranquillement ah ! et sans que cela soit communiqué sur le plan international. Alors certain média nous apprend qu'ils se mettent en civil et, armés, et ils vont massacrer les populations hutu. C'est une situation très préoccupante et je pense que la communauté internationale devrait agir de façon urgente et sans délai. Donc, protéger les institutions démocratiques une fois que la force déployée sera sur place et ça permettra au gouvernement légal, légitime, je dis, de pouvoir calmer la population, et d'assurer la paix, la sécurité, la tranquillité, l'ordre public.

Aujourd'hui il est impossible de penser que ce gouvernement légal puisse garantir ces valeurs que je viens de citer, monsieur le journaliste.

**MBILIZI** : Je vais vous poser une question. Qu'est-ce que vous attendez du Rwanda ?

**DUWIHA** : Du Rwanda on attend beaucoup de choses. Nous remercions le Rwanda déjà pour les efforts inestimables déjà fournis sur le plan de la communication, sur le plan de l'accueil qui est réservé aux réfugiés, victimes de ce carnage qui se déroule aujourd'hui au Burundi. Aussi parce que le Rwanda connaît le problème tel qu'il se pose sous... dans tous ses aspects au Burundi. Donc le Rwanda est un partenaire sur qui nous comptons beaucoup et qui, aujourd'hui, nous remarquons déjà, déployer pratiquement tous ses moyens pour qu'au Burundi la paix soit restaurée.

### 12.2 min

**MBILIZI** : Qu'est-ce que vous attendez de notre Radio, la Radio Télévision Libre des Mille Collines ?

**DUWIHA** : De votre Radio Libre des Mille Collines nous attendons aussi beaucoup de choses c'est-à-dire sur le plan de la communication, de façon à sensibiliser tous nos partenaires qui sont sur place compte tenu de son rayon d'action de façon à ce que ces partenaires soient sensibles et voient notamment comment intervenir le plus rapidement possible. A partir du Rwanda, on sait observer ce qui se passe au Burundi d'une façon ou d'une autre à partir des témoignages et à ce moment-là ; comme la Radio à Bujumbura ne fonctionne pas correctement, étant donnée la situation, RTLTM pourrait relayer et aider les partenaires internationaux à... du Burundi pouvoir comprendre la situation qu'elle est préoccupante, assurer la sécurité, quant à la sécurité des biens, des personnes et des biens, et pouvoir agir vite et surtout qu'à côté du peuple burundais il y a encore, il y a des populations étrangères qui sont surtout dans les centres urbains. Ces populations étrangères aimeraient naturellement être secourues. Je pense que ces partenaires pourraient être beaucoup plus sensibles avec votre radio libre.

**14.3 min**

**MBILIZI :** Qu'est-ce que vous attendez justement du peuple burundais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ?

**DUWIHA :** Le peuple burundais, comme vous le savez, son excellence le président Melchior Ndadaye, tout comme le président de l'Assemblée Nationale, le président de la République, lors de son investiture le 10 Juillet 1993, le président de l'Assemblée Nationale, lors d'un meeting organisé dans un quartier très populaire Bujumbura où tous les militants du FRODEBU s'étaient mobilisés où toute la population était venue poursuivre ce meeting il avait été fait observer qu'à chaque instant que les aventuriers voudraient chercher à prendre le contrôle des institutions élues démocratiquement, que ce peuple se dresse comme un seul homme et puisse décourager, dissuader ces aventuriers. C'est ce qui s'observe aujourd'hui. Il y a une désobéissance civile. Et c'est aussi une arme parce que comme vous le savez à défaut d'un armement, à défaut d'autres moyens je pense que la conscience collective, c'est déjà une arme suffisamment importante. Alors la population, le peuple burundais, tel qu'on l'observe aujourd'hui a tenu à résister. C'est ce que nous lui conseillons de résister et de ne pas obéir à cette armée notamment, à cette gendarmerie, qui participe et qui massacre jusqu'à tuer le président de la République que le peuple burundais a élu démocratiquement alors que cette armée, cette gendarmerie, ces faits de polices vivent grâce aux efforts de ce peuple parce que se sont des corps, je dirais, je le remarque, budgétivores qui ne pourraient pas survivre sans que ces populations puissent se sacrifier. Donc, la population en résistant, je pense qu'elle pourra permettre le fonctionnement des institutions démocratiques et tous ce que nous voyons aujourd'hui, si le gouvernement légal est là, si les putschistes ont pu, d'une façon ou d'une autre, céder c'est parce qu'effectivement, ils ont rencontré sur leur chemin un peuple qui résiste farouchement et qui montre qu'au Burundi la voie a été déjà tracée, c'est celle de la démocratie.

**16.5 min**

**MBILIZI :** On assiste ces derniers temps à une sorte de confusion de la part des médias internationaux. En effet les médias internationaux diffusaient...diffusent des nouvelles selon lesquelles ce sont les Hutu qui massacrent les Tutsi dans le pays surtout à l'intérieur. Or ce qui est paradoxal, les réfugiés qu'on voit ici au Rwanda et même partout... au Za...et même dans les régions frontalières du Zaïre sont des Hutu. Pouvez-vous confirmer cette information ?

**DUWIHA :** J'écoute les informations chaque fois que le programme l'indique. L'histoire du Burundi c'est une histoire qui se répète. 1962, 1965, 1969, 1972, 1991 c'est la même histoire et ça m'étonne qu'une certaine presse soit pratiquement à la solde de ces gangsters, qui massacrent continuellement les populations, la population hutu. Vous le savez bien, l'armée burundaise est composée à 100% pratiquement des Tutsi. C'est l'armée qui a les moyens, c'est elle qui massacre les populations civiles hutu. Qu'est-ce qui se fait concrètement ? L'armée s'organise pour dégager la population tutsi et après revient pour massacrer la population hutu, soit par des avions soit par tous les autres moyens. Alors aujourd'hui cette presse que par contre je ne croirais pas que vous pouvez raconter des choses non vérifiées

prétend que la population hutu serait en train de massacrer la population tutsi. C'est archi-faux, la population hutu par contre prend le chemin de l'exil. Il suffit de le constater

### 18.7 min

comme vous le dites, aujourd'hui tout... pratiquement tous les réfugiés sont des réfugiés hutu parce que fuient les représailles de cette armée ; fuient la répression de cette armée. La répression aveugle je veux dire. Alors cette presse comme je le dis et je le souligne doit être à la solde d'une certaine, comment dirais-je de ces putschistes d'une façon on d'une autre. Vous savez, la presse elle est tenue par des hommes. On ne peut pas savoir ce qui se cache derrière cette presse que je dirais donc être au service de ces criminels.

**MBILIZI** : Et à ce sujet comptez-vous, votre gouvernement donc compte-t-il demander qu'une enquête internationale soit faite sur le génocide du peuple burundais ?

**DUWIHA** : Je suis très sensible à votre question, mon cher ami journaliste, en tant que Ministre de la Justice et garde des sceaux, j'ai les cours et tribunaux, les corps de police qui fonctionnent grâce à des magistrats, des officiers de police judiciaire qui sont pratiquement acquis à la cause du parti UPRONA qui a orchestré ce putsch. Il est donc pratiquement inutile de compter sur la magistrature actuelle au Burundi parce qu'elle est aussi monoethnique ; sur la police qui est aussi monoethnique. Je viens d'être informé qu'un citoyen burundais a été abattu par un commissaire de police, a été abattu par un commissaire de police. Alors, vous comprenez que cette magistrature, cette police ne puisse aider dans le rétablissement de la vérité. C'est pour cela que je pense qu'il faut considérer d'abord ces actes qui ont été commis, ces actes scrupuleux, comme étant pratiquement des crimes de guerre et des crimes plutôt contre l'humanité, excusez-moi et parler de crime contre l'humanité

### 20.9 min

je pense qu'une enquête internationale s'avère indispensable et qu'éventuellement qu'un tribunal spécial soit créé pour juger de façon impartiale tous ceux qui ont trempé dans ces actes ignobles. Donc, je suis effectivement pour que la situation soit internationalisée et qu'on voit comment sanctionner en tant que criminels contre l'humanité toutes ces personnes qui ont commis ces exactions. et j'en profite pour dire ce que j'apprends de certains (inaudible) ...c'est qu'effectivement les frontières soient fermées hermétiquement aux putschistes, à tous ceux là qui ont trempé dans cette sale affaire. Mais que l'on ne reçoive que les véritables réfugiés. Ceux-là qui fuient ce génocide, ceux-là qui fuient ce carnage.

Et d'après les mesures qui ont été prises dans la déclaration de son excellence, Madame le Premier Ministre, il faut d'abord comprendre qu'il s'agit d'une déclaration qui est annoncée, qui se dirige vers la population.

Parallèlement, il y a eu des requêtes dirigées envers les partenaires pour réclamer ce qu'il faille pour la sauvegarde des institutions démocratiques. Cette déclaration ne peut pas recevoir effet quant aux mesures qui sont prises parce que, comme je l'ai dit tantôt, le gouvernement légal, il est légal ; mais il manque l'effectivité du pouvoir c'est-à-dire n'a pas les moyens de sa

politique aujourd'hui. Alors ce qu'il faille retenir à tout cela est que le message était adressé à la population pour qu'elle puisse se calmer, que les militaires entrent dans les casernes.

### **23.2 min**

Il s'agissait d'un test dirigé surtout contre, dirigé surtout on plutôt à l'endroit des ces militaires pour qu'ils puissent rentrer dans les casernes et qu'on voit si la paix peut être rétablie.

**MBILIZI** : Est-ce que vous continuer de soutenir Sylvie Kinigi ?

**DUWIHA** : Soutenir, je pense que je nuance les choses. C'est une déclaration d'un homme d'État qui est dirigée, comme je l'ai dit, à la population et je dis que parallèlement les mesures ont été prises des requêtes ont été adressées aux pays amis, à la communauté internationale pour que ces mesures prises dans ces déclarations puissent avoir effet c'est-à-dire avec le concours de la communauté internationale. Alors cette déclaration prise en elle-même est inopérante. C'est une simple lettre d'intention. Donc, il faut comprendre la chose dans ces nuances-là. Si cette déclaration n'est pas suivie d'une réponse positive à toutes les requêtes qui sont adressées à la communauté internationale surtout en ce qui concerne le déploiement de la force... des forces internationales, cette déclaration comme je l'ai dit deviendrait inopérante et si la population pouvait se laisser duper je peux me le permettre de vous le dire et qu'elle croirait que l'armée a accepté cela je crois qu'elle risquerait de se faire massacrer davantage.

Donc, la population devrait comprendre cela avec pratiquement un œil vigilant pour qu'elle ne se laisse pas massacrer.

### **25.3 min**

**MBILIZI** : En attendant l'arrivée de la force internationale qu'allez-vous faire pour sécuriser la population et même votre gouvernement ?

**DUWIHA** : Sécuriser la population d'abord c'est par des messages que nous lançons. La résistance, se protéger elle-même parce qu'aujourd'hui nous sommes privés de tous les moyens pour la protéger. Comme vous le savez avant les élections, on avait demandé que la question de la l'armée soit débattue. Mais malheureusement cela n'a pas été le cas. On est allé jusqu'aux élections et on avait cru que tout pouvait aller correctement mais aujourd'hui on constate que le Gouvernement légal n'a pas les moyens de sa politique comme je l'ai dit. Donc ce qu'on peut demander aujourd'hui nous sensibilisons la population pour qu'autant que faire ce peut, se protège résiste par désobéissance civile en toute chose contre ces putschistes. La résistance et au besoin même s'il en faut pouvoir prendre le chemin de l'exil, se replier et à l'avenir ne permettre de faire appel à la communauté internationale et voir comment nous pouvons nous organiser. C'est un problème de temps.

### **27.4 min**



**MBILIZI** : Et pour votre gouvernement ?

Notre gouvernement aujourd'hui, les membres de ce gouvernement en dehors de nous deux qui sommes en exil ici au Rwanda, les autres sont dans des ambassades où ils ont pris fuite. Nous estimons pour l'instant qu'à moins qu'il y ait des actes suicidaires de ces putschistes qu'ils sont relativement en sécurité. Donc c'est pour cela que de façon pressante nous réclamons l'intervention de la communauté internationale. Donc c'est tout ce que nous faisons pour protéger la population. Vous comprenez que nous faisons appel aux amis, à la communauté internationale pour que l'intervention soit rapide.

**MBILIZI** : Certains affirment que le problème du Burundi est beaucoup plus régional qu'ethnique, entre familles ou un problème de régions. Il y en a qui ont dit même certaines déclarations passées à la Radio burundaise que c'est une partie de l'armée qui s'est mutilée. Qu'en dites-vous ?

**DUWIHA** : Dire que c'est une partie de l'armée qui s'est mutilée, il faut prendre cela avec des pincettes. Il est évident qu'il peut y avoir effectivement des gens de bonne foi au sein de l'armée, minoritaires soient-ils. Mais l'ampleur de la question, fait penser que l'action était plus ou moins coordonnée au niveau de toute l'armée; au niveau de toute la Gendarmerie. On l'a constaté au moment des événements je me trouvais encore au Burundi. Pratiquement tous les camps étaient mobilisés, on l'a vu par leur tenue. Alors le chef d'Etat Major chargé de la Genda... chargé de l'armée plutôt lors de son intervention, il prétend que c'est une partie de l'armée, il prétend qu'il n'en sait rien alors que c'est lui qui est le coordinateur. Tout passe par l'Etat major. Son responsable de la communication,

**29.5 min**

dans la toute première déclaration qu'il a faite, avant celle du bouffon François Ngeze, disait clairement que c'était toutes les unités de l'armée qui s'étaient rebellées contre les institutions démocratiques. C'est un officiel de l'Armée qui a dit que ce sont toutes les unités. Rectifier le tir après je pense que c'est tardif. A mon sens c'est pratiquement toutes l'armée d'autant plus que si c'était un seul camp, deux camps ou trois camps qui s'étaient rebellés le chef d'Etat major chargé de l'armée aurait pu faire appel à d'autres camps pour réprimer le putsch mais rien n'a été fait et des informations concordantes font que nous pouvons aujourd'hui mettre sur le tableau de tous les prés.... des présumés auteurs de ces crimes beaucoup d'officiers de l'armée, beaucoup de responsables de l'armée, y compris naturellement le chef d'Etat major chargé de l'armée.

**MBILIZI** : A l'occasion on parle de plus en plus de l'implication du Front patriotique rwandais, comme cela est dit dans une déclaration de l'I.D.C. Pouvez-vous confirmer ça ?

**DUWIHA** : Vous savez, Monsieur le journaliste, les problèmes de la région, vous les savez connaissez très bien, lorsqu'on parle d'un problème pareil au Burundi, dans cette mouvance politique de la région, je pense qu'effectivement l'on peut avant de rechercher les preuves impliquer d'une façon ou d'une autre le FPR.

## FACE B

0.0 min

.....

0.1 min

**DUWIHA** : ...cette situation tragique. Donc... comme vous le savez, il y a beaucoup de similitudes entre ce qui se passe au Burundi et ce qui se passe au Rwanda compte tenu du contexte socio-politique. Donc que d'affirmer je pense qu'il faut attendre que les enquêtes nous en disent plus.

**MBILIZI** : A l'occasion de la visite du Secrétaire Général de l'O.U.A. le Gouvernement légal ne peut pas profiter de cette visite surtout comme le conseil de sécurité des Nations Unies a promis de se mettre en contact avec l'Organisation de l'Unité Africaine pour essayer de régler le problème burundais ?

Le Secrétaire Général de l'ONU envoie un émissaire au Burundi qui rencontrera sans doute le Gouvernement légal. Le gouvernement légal essaiera d'en tirer profit au maximum pour revoir comment trouver des mécanismes de règlement définitif de la problématique burundaise. L'O.U.A., les Nations Unies depuis ce putsch se sont prononcées et nous connaissons la teneur de leur déclaration.

Nous pensons donc que ces deux organisations devraient naturellement aider dans la recherche des solutions durables. C'est je pense ce qui importe à côté des mesures urgentes que nous allons réclamer.

**MBILIZI** : Voilà une question qui me passe par la tête, Monsieur le Ministre, on ne connaît pas facilement la position du Premier Ministre de l'autre gouvernement Madame Sylvie KINIGI et une question que l'on est en train de se poser dans les milieux d'intellectuels est de savoir pourquoi ne pas demander aux députés d'élire

2.6 min

un autre bureau après la mort du président de l'Assemblée Nationale, Monsieur Pontien, pour qu'il n'y ait pas un vide du pouvoir. Et que le Premier Ministre de l'UPRONA il faut le souligner n'abuse pas du pouvoir gagné par le FRODEBU.

**DUWIHA** : Cher ami journaliste, je dois vous avouer que je suis d'abord légaliste. Lorsqu'un problème se pose, je vois d'abord la constitution ce qu'elle dit et si elle me présente des solutions. Madame Sylvie Kinigi qui est de l'UPRONA avait été placée à la tête du gouvernement FRODEBU qui avait gagné avec une majorité écrasante les élections législatives pour concilier, pour marquer en fait la réconciliation au niveau de tous les partenaires politiques. Aujourd'hui, il se trouve que ces putschistes ont à la fois assassiné le président de la République, le président de l'Assemblée Nationale et même le vice-président de l'Assemblée Nationale. Le Premier Ministre naturellement n'a pas été, heu ... inquieté. Alors aujourd'hui évidemment le Gouvernement est là. La constitution ne dit pas que c'est le Premier Ministre qui doit assumer l'intérim en cas d'empêchement tant du président de la

République que du président de l'Assemblée Nationale. La constitution dit bien que c'est le Gouvernement. Le Gouvernement donc dans sa collégialité, c'est celui-là qui assume l'intérim. Il est vrai qu'on pourrait recourir à cette formule. Que ce soit le Président de l'Assemblée Nationale qui serait élu .....

**MBILIZI** : Excusez-moi, Monsieur le Ministre, c'est à dire en fait que

**5.0 min**

en cas de vide, on n'a pas besoin de voir un gouvernement représenté par le Premier Ministre, On voit le Gouvernement dans la plus grande cohésion; c'est un peu ça ?

**DUWIHA** : oui, il faut prendre le Gouvernement en tant qu'institution. C'est ça que je voudrais dire. La formule de passer par l'Assemblée nationale aujourd'hui est plus compliquée que la première parce qu'il faut d'abord reconstituer cette Assemblée Nationale. Certains députés, certains représentants du peuple sont en exil, les autres sont en cachette et le temps d'organiser les élections au niveau de l'Assemblée Nationale il y a déjà un problème assez pratique mais cette formule n'est pas à écarter, tout dépendra du cours des événements. Il est fort probable que si la situation se normalisait on puisse se tourner vers cette nouvelle formule surtout qu'à ce moment là ce serait non pas l'assemblée Nationale mais le président de l'Assemblée Nationale qui serait élu surtout que d'après notre constitution les listes électorales étant bloquées, ce n'est pas du tout très difficile de reconstituer le bureau de l'Assemblée Nationale. Donc, comme je vous le dis, présentement que l'Assemblée Nationale ne peut pas se réunir mais que le Gouvernement peut tant bien que mal essayer de voir comment fonctionner, nous ne pouvons pas laisser qu'il y ait persistance de ce vide politique de ce .....Donc nous laissons d'abord voir comment les choses vont évoluer et peut-être que dans un avenir proche, on

**7.1 min**

pourrait trouver une solution unique à ce problème.

**MBILIZI** : Dans le cadre de soutien au peuple burundais il y a près de deux jours les associations de défense de droit de l'homme du Rwanda auxquelles se sont joints certains partis politiques ont fait une marche sur les rues de la capitale et à leur point d'arrivée, des discours ont été prononcés et je reprends un peu une question qui a été soulevée par un représentant de la Coalition pour la défense de la République. Est-ce que le problème hutu-tutsi sera réglé une fois pour toutes ?

**DUWIHA** : Je pense que l'intervention méritait d'être posée. Comme vous le savez sous les auspices du parti UPRONA au pouvoir la question de l'unité nationale des Burundais avait été abordée mais pas dans la transparence. Je pense qu'à l'époque personnellement je constatais que l'on recherchait le souhaitable au lieu de trouver des solutions réalistes. On a mis sur pied une charte de l'unité nationale apparemment sans faire apparaître qu'il y avait un problème à résoudre et qu'il fallait tabler sur ce qui est réalisable.

Je pense qu'au-delà de ce qui se fait, de très regrettable qu'on devrait aujourd'hui alors se pencher sur la question et tabler sur des références sûres. Pour que la question soit réglée définitivement puisque comme je vous le dis, depuis 1962, les tragédies sont devenues cycliques et je pense que la communauté internationale devrait nous aider à pouvoir trouver la solution. Vous le savez, après la victoire du parti...

#### 9.4 min

SAHWANYA FRODEBU. Qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce qu'on a observé ? Que certains protagonistes Upronistes commençaient à dire que la constitution avait été mal élaborée puisque ne prévoyant pas des mécanismes de protection de la minorité tutsi. Alors, lorsqu'on étudiait la question de l'unité nationale, c'est toujours nous qui disions qu'il fallait voir effectivement ce qui doit être finalement les droits qui doivent être reconnus officiellement et de façon concrète à la majorité et qui éventuellement qu'on puisse parler des mécanismes de protection de la minorité. Donc, tabler sur des bases sûres. Reconnaître qu'il y a une majorité, reconnaître qu'il y a aussi une minorité quelque part et qu'ici que chacun pour toujours sache ce que représentent ses droits. Donc, je pense que tous les partenaires devraient aider à ce que la question soit définitivement réglée. Et que, étant minorité, on ne puisse pas croire toujours qu'on a plus de droit que quiconque. Je pense donc qu'il faut rétablir des bases sûres sur la question d'unité nationale, sur la question d'unité nationale comme je vous l'ai dit, sur la question de savoir quels sont les rapports qui doivent exister entre ces deux ethnies qui sont au Burundi, je dirais même ici au Rwanda.

**MBILIZI** : Amis à l'écoute de la Radio Télévision Libre des Mille Collines, je vous rappelle que nous recevions Monsieur Fulgence qui est le Ministre de la Justice du Burundi et aujourd'hui un des représentants du Gouvernement en exil. (silence)

#### 11.9 min

**HITIMANA NOHELI** : ..... kubashimisha, tukabareka mukabyina, tukabareka mukabyina muri uyu mugoroba n'umuzika wacu mwiza mugezwaho na Yohani Ntezimana akawushaka rwose akawushakira ku... simvuze ngo ku ngufu, akawushaka yitonze kandi programme muzi ko uhari. Ariko kandi dufite n'amatangazo; hari itangazo ry'umugambwe SAHWANYA FRODEBU akarere ka Kigali : Umugambwe SAHWANYA FRODEBU akarere ka Kigali umaze kwihweza ukuntu ibintu byifashe mu gihugu cyacu mu nyuma y'uko abanzi ba demokarasi batembagariye inzego abanyagihugu bari bishyiriyeho hakurikijwe amatora yakozwe mu myidegemvyo iryo shyano rikaba ryaraguye mu ijoro ryo kuwa 20 - 21 ukwezi kwa cumi muri uyu mwaka ; bihweje ukuntu abanyagihugu bariko baricwa nk'ibimonyo na zirya nkoramaraso ryagomvye gufata ubutegetsi ku nguvu ; umaze kubona ko ibihano vyo gucana umubano n'amakungu, gusesa amasezerano yose yasinywe hagati y'u Burundi n'ibindi bihugu cyanke guha akato u Burundi ku vyerekeye ubutunzi bidashobora byonyine guca bihagarika vuba na bwangu ririya yicwa ry'abanyagihugu,; umaze kubona ko abarundi bariko baricwa badashobora kugira amahoro hatabonetse abasirikare bavuye mu bindi bihugu ; umaze kwemeza udashidikanya ko

#### 13.7 min

kwivanga mu byerekeye ikindi gihugu ugiye gutabara abahohoterwa bose vyemewe n'amakungu kandi vyahagarika ririya tsembwa ry'abanyagihugu ribera mu Burundi ; umaze kwemeza kandi ko biriya biriko birabera mu Burundi bishobora kuba akarorero kabi ku vyerekeye umuzo no gutsimbataza demokarasi mu bihugu bitaratera imbere, niba nta bihano bikomeye kandi byihutirwa bifatiwe ziriya nkozi z'ibibi zashatse gufata ubutegetsu ku nguvu, Umugambwe SAHWANYA FRODEBU akarere ka Kigali, kubera izo mpamvu zose usabye amakungu cyane cyane ibihugu bikikije u Burundi hamwe n'inama nkuru y'isi ishinzwe umutekano muri ONU ngo bitabare bidatevye abanyagihugu b'abarundi bariko baricwa nk'isazi. Vy'umwihariko uwo mugambwe urasaba ko :

Ibihugu bikikije u Burundi n'ibihugu by'incuti vyorungika abasirikare mu Burundi kugira ngo bakingire inzego za Leta kandi biyame bariya basirikare b'abarundi bagizwe n'ubwoko bumwe bw'abatutsi. Iryo bihugu bifashe u Burundi gushinga igisirikare kigizwe n'ubwoko bwose bw'abarundi kandi kizigiwe n'abanyagihugu. Usabye Leta y'u Burundi kwita ku rutare kugirango ivyo bivuzwe bishirwe mu bikorwa

### **15.7 min**

Bikorewe i Kigali ku igenekerezo rya 26 ukwezi kwa cumi uyu mwaka .

Akanama gashinzwe guhuza inziraguhemuka z'umugambwe SAHWANYA FRODEBU i Kigali. Hasinye uwitwa Pascal Nintekure na Ngowenubusa, Ngowenubusa Nicodème

### **(Indirimbo)**

**HITIMANA NOHELI:**.....n'ine, n'ine hafi cumi n'itatu turaba dufite saa mbiri hano i Kigali. Mu kanya mugenzi wanjye Philippe Mbilizi Mulunda yabagejejeho rwose ikiganiro kirambuye yagiranye na Ministre w'u Burundi w'Ubacamanza na " garde des sceaux ", yitwa Duwiha Bakana Fulgence. Fulgence rero baganiriye amubwira ko yaje ejo aturutse mu nzira za Zaïre kubera ko ariho yanyuze ahunga. Ati ibyo mushaka ni ibihe mwebwe abarundi muri gukorera mu buhungiro muri gouvernement yanyu mushaka. Yamusobanuriye muri make kuko nanjye nabikurikiye ngiye kubabwira muri make ukuntu Ministre yamushubuje. Yamushubije ati icyo dushaka ni ukugira ngo amahanga adufashe, adufashe, adufashe cyane cyane mu byihutirwa, ati ingabo z'amahanga zirwane ku buzima bw'abategetsu bacu. Ati jye ndi i Kigali yego ati wenda ubungubu Hum! Niko yavuze ati ubu ndi " protégé ". Ati ubungubu mu Rwanda bandwanaho. Ati ariko abo nasize mu Burundi ntawamenya niba babarwanaho. Hum! Ati abo basirikare kandi bari

### **17.9 min**

mu Burundi ntibaze kwica abaturage. Hum! Ati mu Burundi nasize téléphones izo mu ma hanga zikora ati ariko izo mu gihugu hagati barazitemye. Nta muntu wumvikana n'i Gitega nta muntu wumvikana na hehe, ati ibyo birababaje ko batemye téléphones zo mu gihugu hagati. Ati bazifungure nabo bamenye aho abantu babo bari, abana babo bari, murumva ko bari kutubwira bati i Gitega abanyeshuri bo mu ishuri iri n'iri bati bishe 70. Abandi bakavuga

bati ese muri Ecole Technique i Bujumbura ko twumva ko nabo bishe abandi? Abandi banafite bose bari mu mpagarara i Bujumbura no mu Burundi bwose n'i Kigali n'ahandi n'i Burayi. Ati bafungure téléphone zose mu gihugu hagati. Ati ubungubu abasirikare b'abarundi basigaye bize amayeri bari kwiyambarira gisiviri, hum. bakagenda bashakashaka mu ma quartiers uko bakwica abahutu cyane cyane abo muri FRODEBU. Ati turashimira cyane cyane u Rwanda. Ati u Rwanda turabashimira uko bakira impunzi . Hum! Ati kandi nkaba nageze hano ngasanga bazi ikibazo cyacu cy'u Burundi ati kandi bakitayeho. Ati guverinoma y'u Rwanda rwose turayishima rwose bikomeye. Ati ndetse na Radio yanyu Radio RTL M ati turifuza ko mwatangaza rwose mukabigeza hose, uretse ko imbaraga zacu murazizi ; ntabwo ziraba nyinshi ariko zizaba nyinshi. Ati mugatangaza rwose iby'u Burundi. Ati maze abantu babishoboye bose bakabafasha.

### 19.8 min

Ati ndetse n'i Burundi bakaba bashobora kubyumva n'abanyamahanga bari mu Burundi mugasaba ko abumva iyo Radio bashobora kumenyeshya amahanga bagasaba ko n'abantu b'abanyamahanga bari mu Burundi batahohoterwa nabo bagafatwa neza ntihagire umuntu ugira icyo aba. Ati kubera ko i Bujumbura mu Burundi ni umugi, ni kapitali irimo abanyamahanga benshi kandi bashobora guhohoterwa bakazira akarengane. Ati hari abanyarwanda, hari n'abandi. Hari abazayirwa, n'abatanzaniya n'abaganda n'abaki n'abazungu ati turasaba ko rwose igihugu cyacu kitaba ziriya nkoramaraso zitakora n'amaraso y'abanyamahanga. Ati mubisabe hatagira uhohoterwa i Bujumbura. Ibyo nibyo... nibyo yifuje. Ati ariko uko navuye i Burundi mbibona, ati mu Burundi ni akaduruvayo. Kandi ati ndavuga ko abarundi aho bari hose batagomba gushyigikira akaduruva, akaduruvayo, bataguma kumvira izo nkoramaraso zivuganye prezida Ndadaye n'abandi hum! ngo babashuke maze bice abandi barundi. Ati simpitamo amoko, amoko yose agomba kuba mu Burundi. Ari abatutsi ari abahutu bose bagomba kubana ariko kandi ntihakagire umuntu ubateramo akaduruvayo cyangwa ngo abashuke babyemere. Ati intambara z'i Burundi ati ubundi uko tuzizi ziza buri myaka ni " cycliques " mu gifaransa niko

### 21.1 min

yabivuze. Ati buri myaka nk'icumi cyangwa itanu iyo ishize, iyo imyaka cumi n'itanu ishize izo ntambara zirubura. Ati izo ntambara zubura rero abahanga n'abanyabwenge n'abandi bose bashobora kutugira inama bagombye kubyiga. Bakiga ukuntu izo ntambara z'i Burundi ziba cycliques buri gihe zikaza kandi zitsemba abahutu.

Ati bose kandi muri iki gihe baricwa n'abasirikare b'ubwoko bumwe. Akaba yareze... Nibyo yabwiye Filipo, nibyo yamubwiye ubwe ati jyewe ndarega parti UPRONA ko ariyo nyirabayazana yabareze rwose. Ati ndetse inkoramaraso zimwe cyane cyane abo muri iyo parti nyine n'abasirikare. ati batangiye guhunga, ati ariko ni hahandi habo kuko ibihugu duhana imbibi aho bari guhungira, inkuru zibageraho. Barababwira bati izo nkoramaraso turimo turazifata. Koko barimo barazifata. Ati icyo nsaba n'uko imipaka y'u Rwanda, y'u Burundi na Tanzaniya na Zayire yafungwa nk'uko twabivuze kare n'imipaka igafungwa no mu birere hagafungwa noneho bakabona akabo. Ati ariko kandi nk'uko tumaze kubyumva mu kanya, ati hari abamanutse banyura mu mazi basa n'abajya muri Zambiya. Hi, ati ndetse n'aba officers

benshi ubanza bahunze. Ati barimo na ba Bikomagu bashobora kuba bagiye. Ati ariko nibanyura za Zambiya bagomba gufatwa. Ati abarundi nibo bagomba kwirwariza, ati intambara

### 23.8 min

ni iy'u Burundi. Ati abarundi birwarize kuko gouvernement nta zindi mbaraga ifite. Iyo ukorera mu buhungiro ubundi birumvikana imbaraga se ziba ziri hehe? Bange izo nkoramaraso, abashobora guhunga babona ko bafite ubuhungiro birwarize. Niko yabivuze n'inshuti z'amahanga zibafashe nk'uko babishoboye. Ati ariko kandi n'igihugu cyacu, u Rwanda ati barimo baradufasha. Ariko bakomeze babafashe Hein. Ati bakomeze. Ati ese abumvise Radio y'u Burundi colonel Bikomagu yavuze iki?

### (Indirimbo)

**HITIMANA NOHELI:** Ibyo tubagezaho si amakuru ni ikaganiro, ni ikiganiro, ikiganiro twagiranye n'uwo Ministre w'Ubucamanza w'u Burundi. Ni Ministre w'Ubucamanza iwabo bamwita Ministre w'Ubucamanza na garde des sceaux Hum! Urumva arakomeye cyane. Yatubwiye ati mu Burundi, ati uko bimeze ko, ndumva muri iki gihe ba officiers benshi bariho barahunga barimo barahunga ati ariko bahunga badahunga barafatwa. N'aho bajya hose n'aho bajya hehe bazafatwa. Kuko nta hantu umurundi atari. Ati kandi nta hantu "Umufrodebu w'umurundi atari mu mahanga. Ati ibyo aribyo byose bazafatwa. Ati icyo nzi nuko... bamubajije ku kibazo cy'abanyarwanda muri icyo kibazo cy'u Burundi yadushubije ati mu magambo make ati FPR ati nayo turi muri anketi, ati ariko nayo turayikemanga. Ako gusa. Ati Gouvernement

### 26.0 min

y'u Burundi ikurikije itegeko nshinga niyo nyine ishyiraho ubutegetsi n'abategetsi. Gouvernement niyo ishyiraho ubutegetsi n'abategetsi. Kuko twe twamubajije ikibazo tugira tuti ese ko Premier Ministre Sylvia afata ijamba akavuga ibyemezo, ibyemezo biba byemewe na Leta y'u Burundi? Yatubwiye ati Madame Sylvia ashobora kuvuga ibyo avuga ati ariko ibyo dukurikira twebwe ni ibyemejwe na Gouvernement. Gouvernement rero ubu aba ministre bariho bazwi bagifite ubuzima bwabo mu Burundi bakorera mu buhungiro ni 19. Murumva rero ko ari benshi. Ati icyo twemeje rero twese, dukurikije itegeko nshinga amategeko ariho nicyo cyemejwe. Ati kandi nk'uwahawe kuvugira Leta ari mu mahanga ari kw'isi hose ni Ministre Jean Minani. Nta wundi n'umwe ati na Madame yarabyemeye yamuhaye inzandiko zimuha ubwo bubasha, ni Ministre Minani Jean we wenyine ufite ububasha bwo kuvugira Leta y'u Burundi muri iki gihe turi mu buhungiro. Ibyo rero byumvikane. Hari abantu baduterefonnye benshi bavuga ngo ibi n'ibi n'ibi n'ibi nta kundi niko bimeze. Na Madamu Siliviya yarabyemeye. Yarabyemeye. Hum! Icyo bifuzaga rero nk'uko Ministre yabivuze. Icyo bifuzaga ni uko ikibazo Hutu-Tutsi cyarangira. Yaravuze ati tugize imana abahanga, abanyabwenge, abantu bose babidufasha.

### 27.8 min

Abantu bose bagira icyo batwongereraho wenda mubyo twatekereje, ati charte de l'Unité yatugejeje hehe? Ati ibiki ibiki byatugejeje hehe? Ati abadufasha ati ikibazo hutu-tutsi kikarangira mu Burundi twagira amahoro. Ati ariko kandi n'ikindi bifuzwa mu Burundi si uko inteko ishingira amategekako kandi bishe president wayo, baramwishe. Bishe Vice – Président wa Assemblée Nationale. Yarapfuye bati tubonye uko abadepite bacu baterana wenda bakagira indi nteko bagashyiraho urubuga rw'ubutegetsu, urundi rwego rw'ubutegetsu ati wenda twagira ukundi twajya mu buryo bwo kutaba muri vide politique muri vide institutionnel. Hein! Noneho iyo vide bakayivamo. Noneho uretse ko ari gouvernement itegeka muri iki gihe kandi biremewe n'amategekako. Noneho bakareba ukuntu igihugu cyagenda mu mucyo. Dukomere.

**HABIMANA KANTANO** : ...RTLTM ivugira i Kigali. Ni amakuru mu kinyarwanda mugezwaho na Habimana Kantano. Birumvikana amakuru dukomeje kwibandaho ni ayerekeye igihugu cy'abavandimwe cy'u Burundi aho ibintu bikomeje kugenda nabi kandi bitarasobanuka. Ariko mbere yo kubibagezaho hinga mbagezeho inkuru itangaza abakunda umupira w'amaguru. Etincelles, équipe Etincelles yatsinze ikipe ya Rubungu ibitego 17, ibitego 17 ku busa. Ni mu rwego rwa championnat y'igihugu y'umupira w'amaguru. Kiyovu yo yakinye na Flash iyitsinda

### 29.8 min

ibitego bitatu kuri kimwe. Kiyovu yarushaga Etincelles ibitego bitatu. Uyu munsi kwari ukureba utsinda ibitego byinshi akaba ariwe uzakina, équipe ikaba ariyo izakina na Mukura muri finale. Ubwo rero ni Etincelles izakina na Mukura muri finale kuko ariyo yatsinze (inaudible) ....

Inkuru tumaze kumenya ni uko ba baryambwa b'abatutsi b'i Bujumbura bishe urw'agashinyaguro umuhutu Ndadaye président wari witorewe n'abarundi benshi, aba bakaraba,... aba ba rukarabankaba ngo baba batangiye guhunga. Lieutenant Colonel Bikomagu n'uwigize kuba président Bagaza ngo baba bari mu nzira bagana muri Zambiya, aho bashakaga gusaba icyo bita " asile politique " ni ubuhungiro mu bya politique ngo bishe batabishakaga ngo baritabaye. Ariko se ni bande bazakira izo nkoramaraso? Uwo basimbuje Bikomagu kuba Chef d'Etat Major ngo yaba ari Lieutenant Colonel Cishahayo wakoze amarorerwa muri Ntega-Marangara mu 1988. Ngaho da! None abaminisitiri ngo ni basubire mu biro ibyo birura bigifite imbunda. Dukomeze dufashe Gouvernement ikorera mu buhungiro hano i Kigali abo bakenya tubotse igitutu. Tubibutse ariko amarorerwa yakomeje abera i Burundi kuva u Burundi bwabona ubwigenge : Kuwa 13 Gitugutu ndabivugaga mu kirundi muri 61 umuganwa Ludoviko Rwagasore yivuganywe n'abaganwa batari bahuje ibitekerezo.

### 31.5 min

Mu nyuma umugore wiwe n'abana barabahonye ngo nuko yari yarongoye umuhutukazi. Ku itariki ya 15 Nzeri muri 65, ministre wa mbere Pierre Ngendandumwe yivuganywe n'inkozi z'ibibi...

**(Fin de la cassette)**